

Relance de la revue et valorisation de la recherche en Sciences Humaines et Sociales au Burundi

Chers lecteurs,

Ce numéro 1 du volume 22 de la Revue de l'Université du Burundi, Série Sciences Humaines et Sociales, signe le redémarrage de cette publication après une brève interruption, tout en l'inscrivant dans la continuité, avec une équipe éditoriale renouvelée. Fidèle à sa politique éditoriale, la revue répond à la même volonté de disséminer les résultats de la recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales à l'Université du Burundi et ailleurs. Tout comme le fromage ou le vin, dont la qualité s'améliore avec l'âge, la revue prend doucement ses quartiers, adoptant des réaménagements qualitatifs tirés de l'expérience du passé dans le souci d'aller de l'avant. Ainsi le lecteur découvrira une mise en page qui assure une meilleure lisibilité par une mise en évidence des rubriques au sein des articles.

Le numéro que nous présentons revêt un cachet spécial. Il regroupe des articles issus des communications présentées au cours de l'édition 2024 de la Summer School/ Semaine de l'Université, tenue en novembre de cette année. Ils sont le résultat d'un appel à communications qui a été lancé et à l'issue duquel un processus de sélection a été engagé. Les communications retenues ont été présentées au cours de cette Semaine de l'Université et ont ensuite fait l'objet d'une rédaction qui a été soumise à un processus d'évaluation par les pairs. C'est le résultat de ce processus qui est présenté dans ce numéro constitué de six articles. Il s'agit donc d'études qui ont pris le temps de mûrir. Le lecteur trouvera des articles illustrant la diversité des champs et des approches au sein du vaste domaine des sciences humaines et sociales.

Ci-après, le lecteur lira a priori la quintessence de ces articles :

Ø **Wenceslas Sinabajije** a observé indirectement les leçons de mathématiques dans certaines écoles ciblées au Burundi pour vérifier si les enseignants de cette discipline non-linguistique exploitent les énoncés de celle-ci pour renforcer les compétences des élèves en français. Il a constaté qu'une minorité d'enseignants observés parviennent à renforcer l'expression des élèves en

français en séances de Mathématiques tandis que les autres ne respectent pas la démarche méthodologique préconisée pour améliorer l'enseignement du français par et pour les Mathématiques. Certains enseignants ne s'expriment pas en français durant l'animation des séances de leçon de Mathématiques. Les uns mélangent le français et le kirundi tandis que les autres emploient le kirundi parfois en gardant des concepts en français ou en forgeant des mots par l'association des phonèmes des deux langues. En constatant les lacunes linguistiques chez les enseignants, il recommande aux enseignants de s'inspirer des indications méthodologiques des livrets IFADEM disponibles à la bibliothèque et/ou sur le site www.ifadem.org.

Ø **Charles Hitimana** et **Violette Kabirigi** déterminent l'influence des styles éducatifs sur l'estime de soi des adolescents scolarisés dans 3 directions scolaires de la DCE Ntahangwa (Bujumbura). En exploitant les données collectées auprès de 80 adolescents, ils trouvent un lien statistiquement significatif et une corrélation positive entre le style démocratique et l'estime de soi, alors que les styles permissif, surprotecteur et autoritaire semblent négativement corrélés avec l'estime de soi. Ils recommandent au gouvernement et aux autres acteurs de l'éducation d'accompagner des parents éducateurs et de la communauté dans l'adoption des pratiques éducatives équilibrées pouvant favoriser le développement de l'estime de soi.

Ø **Belden M. Vyalirendi** et ses collègues étudient l'adoption de la contraception à l'accouchement dans la ville de Bujumbura comme une stratégie d'amélioration de la santé reproductive des mères et de contrôle de la fécondité. A partir des données collectées auprès des mères fréquentant les services de vaccination au Centre Hospitalo-Universitaire de Kamenge (CHUK), ils évaluent le taux d'adoption de la contraception à l'accouchement et identifient les déterminants de la non-adoption de celle-ci chez les femmes de la ville de Bujumbura. Le taux d'adoption de la contraception moderne à l'accouchement était de 40,6 %. Les déterminants de la non-adoption en question sont la religion, la profession et la présence d'une personne influente défavorable à la contraception. Ils concluent que malgré un contact direct avec les services de santé, l'adoption de la contraception à l'accouchement reste limitée par des barrières socio-culturelles et normatives et par la structure socio-économique des ménages et recommandent des interventions s'attaquant aux normes

sociales défavorables à la contraception, renforçant l'autonomie féminine et assurant le financement durable des services de planification familiale.

Ø **Mélance Nduwimana** cerne les pratiques des acteurs impliqués dans la prise en charge du viol post-conflit au Burundi ainsi que les logiques qui les sous-tendent. Par une méthodologie qualitative menée dans une démarche inductive, l'étude révèle une diversité de pratiques sous-tendues par plusieurs logiques : les acteurs des centres de prise en charge des victimes de viol font preuve de respect des règles de la profession médicale dans leurs pratiques, mais sont parfois influencés par des stéréotypes et coutumes du patriarcat. Les acteurs de la judiciarisation du viol, procèdent par pénalo-centrisme, mais s'adonnent à des pratiques alternatives à la norme pénale, par le biais de pratiques extrajudiciaires. Les pratiques des acteurs communautaires et les logiques qui les sous-tendent dépendent de leurs groupes et des enjeux défendus par chacun de ces groupes. Il note ainsi un maillage de pratiques s'enracinant dans des influences du patriarcat et dans une norme pénale dont l'application est parfois fonction des logiques défendues par les acteurs et recommande de réfléchir sur les modalités d'un changement de paradigme en vue d'une prise en charge des victimes de viol affranchie de victimisations secondaires.

Ø **Célestin Mvutsebanka** propose une réflexion théorique sur les valeurs sportives et leur contribution à la construction d'une société inclusive et pacifique au Burundi. Il mobilise les éléments de la littérature récente sur le développement de la culture de paix et ceux des éléments issus des travaux de recherche de cohésion sociale et de reconstruction post-conflit. Il questionne le vécu des valeurs dans un espace privilégié de socialisation, de dialogue et d'éducation à travers les pratiques sportives quotidiennes : amitié, respect, excellence, solidarité, intégrité. Il montre par cette réflexion que les valeurs sportives d'amitié, de respect, d'excellence, de solidarité et d'intégrité contribuent significativement au développement positif des jeunes et au renforcement du capital social. Il avertit que ces valeurs sont souvent fragilisées par des contre-valeurs telles que la violence, la tricherie, l'exclusion ou l'instrumentalisation politique du sport et recommande un accompagnement institutionnel durable, une formation éthique des encadreurs et une meilleure intégration des valeurs olympiques dans les programmes scolaires et universitaires.

Ø **Enock Havyarimana**, constatant que la profession de la traduction au Burundi reçoit peu d'attention, examine l'organisation du marché de la traduction au Burundi. Suivant une démarche quantitative qui a permis de récolter les données auprès de 30 traducteurs indépendants et à 15 donneurs d'ouvrages, il a mis en évidence l'absence de normes réglementaires et la prédominance des traducteurs naturels sur le marché. Il montre que les combinaisons linguistiques les plus courantes sont le français-kirundi et le kirundi-français. Le volume mensuel de traduction est estimé à 40 pages pour les traducteurs indépendants. Il a observé que les principaux clients de ce marché sont les ONG, les sociétés privées, les banques et les particuliers. La tarification des services de traduction n'est pas uniforme, avec un prix par page variant de 20 000 Fbu (soit 7,14 \$) à 30000 Fbu (soit 10,71 \$). Il conclue que le marché de la traduction au Burundi souffre d'un manque d'organisation et d'un cadre légal et recommande au gouvernement du Burundi d'établir une direction nationale de la traduction et de l'interprétation, rattachée au Ministère de la Communication, afin de superviser les services linguistiques dans le pays. Il suggère à l'Université du Burundi de renforcer la formation en traduction et en interprétation par le biais de partenariats avec des universités africaines ou européennes spécialisées en traductologie.

Nous aimerions remercier vivement les différents contributeurs pour leur volonté de partager les résultats de la recherche. Nous remercions également les différents relecteurs qui ont accepté de donner de leur temps pour permettre aux auteurs des différentes contributions de bénéficier d'un regard distancié. L'équipe éditoriale a également donné du sien tout au long de la production de ce numéro. Nous n'oublions pas les metteurs en page et les opérateurs de la mise en ligne pour le travail technique qu'ils ont mené. Nous aimerions préciser que les auteurs restent responsables du contenu de leurs publications.

Nous vous souhaitons une bonne lecture de ce numéro tout en vous donnant rendez-vous au 30 décembre 2025 avec la sortie du numéro 2 de ce volume.

Pr Ferdinand MBERAMIHIGO

Président du Comité scientifique